

**Communiqué de Presse sous embargo fixé au 14 septembre 2016 - 12H**

**Sondage IFOP/ADFH auprès des Français sur la question des droits des homosexuels et des familles homoparentales dans la campagne présidentielle**

A l'heure où les primaires et l'élection présidentielle font débat, l'Association Des Familles Homoparentales (ADFH) a souhaité faire le point sur la perception de l'homoparentalité et la position des Français sur la question des droits des homosexuels et des familles homoparentales dans la campagne présidentielle. Pour cela, l'association a commandé à l'Ifop une grande enquête, réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 2 274 personnes, qui s'avère riche en enseignements :

**Les principaux résultats de ce sondage :**

Ø 63% des Français pensent que les familles homoparentales sont des familles à part entière (+2 points en deux ans)

Ø 71% des Français connaissent dans leur entourage direct un-e ou plusieurs homosexuel-les qui, pour 22% d'entre eux/elles, ont des enfants.

Ø 62% des Français sont contre l'abrogation de la Loi Taubira et 65% des Français souhaitent que le prochain Président de la République maintienne cette loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe.

Ø 59% des Français sont pour l'ouverture de la Procréation Médicalement Assistée (PMA) aux couples de femmes (+6 points) et 56% des Français souhaitent que le prochain Président de la République fasse cette réforme.

Ø 66% des Français ont une bonne image des mères porteuses.

Ø 57% des Français souhaitent voir en France un encadrement de la Gestation Pour Autrui (GPA) pour les couples hétérosexuels et 44% pour les couples d'hommes (+4 points).

Ø 65% des Français souhaitent que le prochain Président de la République reconnaisse les mêmes droits aux enfants nés par GPA que les autres enfants.

Ø François Hollande apparaît comme le candidat le plus favorable aux réformes en faveur des droits des homosexuels (55% des Français le jugent favorables à ces réformes), devant les autres candidats ou potentiels candidats de gauche à l'élection présidentielle comme Jean-Luc Mélenchon (35%) ou Emmanuel Macron (27%)

Ø A droite, tous les candidats paraissent aux yeux des Français plus opposés que favorables à la défense des droits des couples homosexuels : Nicolas Sarkozy apparaissant, de loin, comme le candidat politiquement le moins « Gay-friendly » de tous les candidats à la primaire des Républicains (46% des Français le jugent hostile à ces droits, contre seulement 14% qui pensent qu'il leur est favorable).

Ø A l'extrême-droite, Marine Le Pen n'en reste pas moins perçue comme la personnalité politique la plus opposée aux droits des couples homosexuels : 60% des Français estiment qu'elle y est hostile, contre seulement 14% qui pensent qu'elle leur est favorable

### **Le point de vue de l'ADFH sur les résultats de l'enquête :**

A l'heure où les principaux candidats de droite se positionnent sur la loi Taubira « mariage et adoption pour tous » et souhaitent pour certains en modifier la teneur voire l'abroger, les Français sont sans équivoque sur cette loi et souhaitent à 65% que le prochain Président de la République la maintienne. A noter même qu'une majorité de 53% des électeurs du parti Les Républicains souhaitent le maintien de cette loi, contredisant la position de certains candidats de ce parti politique et expliquant le revirement d'autres.

La grande nouveauté est d'avoir pu mesurer la sensibilité des Français à l'égard des personnes homosexuelles et des familles homoparentales. Si les études démontrent une population homosexuelle en France évaluée autour de 3 à 4%, ce sondage nous fait découvrir que 7 Français sur 10 connaissent des homosexuel-le-s qui, pour 22% d'entre eux/elles, élèvent des enfants. Les Français sont donc sensibles aux thématiques LGBT car cela les touche dans leurs cercles proches.

Avec cœur et intelligence, les Français sont souvent en avance sur la classe politique sur ces sujets qu'ils soutiennent sans ambiguïté : tous les électeurs des principaux partis politiques (PS 77%, LR 58%, FN 53%) se prononcent majoritairement pour la délivrance d'un livret de famille aux enfants nés par GPA à l'étranger de parents Français. A noter qu'en hausse de 6 points, 59 % des Français sont pour l'ouverture de la Procréation Médicalement Assistée aux couples de femmes homosexuelles.

L'Ifop a établi un indice de confiance pour la capacité des candidats à mettre en place des réformes en faveur des homosexuel-le-s et des familles homoparentales. Seul François Hollande dispose d'un fort indice de confiance (+45) pour engager ces réformes. A gauche, notons que si Jean-Luc Mélenchon lui emboîte le pas avec un indice positif de +20, Emmanuel Macron qui ne s'est pas encore prononcé sur ces sujets dispose d'un indice positif de +11. A droite, aucun candidat ne recueille d'opinion majoritairement favorable, le premier d'entre eux est Alain Juppé avec un indice négatif de -6 pour engager de telles réformes. Nicolas Sarkozy est en bas de tableau avec un indice de confiance négatif à -32. Enfin, Marine Le Pen est lanterne rouge du classement avec un indice de confiance négatif à -54.

Ce sondage démontre la caducité des thématiques portées en la matière par La Manif Pour Tous et Sens Commun, thématiques pourtant reprises opportunément par certains candidats.

*Étude de l'Ifop pour l'ADFH réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 23 au 30 août 2016 auprès d'un échantillon de 2 274 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

#### Contacts :

Alexandre URWICZ - Président de l'ADFH - 06.60.14.99.79

François RICO - Porte-parole - 06.99.19.06.06

email : [presse@adf.net](mailto:presse@adf.net)

[www.adfh.net](http://www.adfh.net)

L'Association Des Familles Homoparentales (ADFH) est une association à but non lucratif créée suivant les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et déclarée à la Préfecture de Paris sous le numéro W751206782.